GRANDE-BRETAGNE

Miracle ou menace, le gaz de schiste continue de diviser

Une décision sur de nouvelles licences pour l'exploration du gaz de schiste en Grande-Bretagne a été reportée hier mercredi, signe des difficultés à réconcilier opposants et partisans de cette source d'énergie nouvelle poussée par le gouvernement Cameron.

Les autorités du Lancashire, un comté du nord-ouest de l'Angleterre, devaient se prononcer sur l'attribution de deux nouvelles licences à la société britannique Cuadrilla.

Environ 250 opposants, pour la plupart des habitants de la région munis de pancartes hostiles à la fracturation hydraulique, s'étaient réunis pour manifester avant cette décision très attendue.

Mais le suspense va continuer : les autorités ont, en effet, ajourné leur arbitrage d'au moins huit semaines à la demande de Cuadrilla, qui veut retravailler son dossier. La direction locale de l'urbanisme avait recommandé la semaine dernière de refuser les permis, craignant les nuisances occasionnées par les forages, entre le bruit et l'augmentation du trafic de poids-lourds sur les routes de campagne. Le sujet divise la population de ce comté autrefois industriel, partagée entre la promesse d'importantes retombées économiques et les craintes pour le cadre de vie.

Plus de 240 entreprises, syndicats et associations locales ont signé une pétition contre la fracturation hydraulique en raison de ses effets potentiels sur l'environnement et la santé. Ce procédé consiste à créer des fissures souterraines et y infiltrer un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques, pour permettre l'extraction de gaz capturé dans la roche.

Les inquiétudes se focalisent sur la pollution que pourraient causer les substances chimiques utilisées, notamment pour l'eau.

«Le tourisme et l'agriculture seraient sérieusement affectés. Vous emmeneriez votre famille en vacances dans un champ gazier ?», interroge Karen Ditchfield, l'une des signataires de la pétition.

Le sujet divise aussi les responsables politiques au niveau national, même si aucun des grands partis ne s'oppose en principe au gaz de schiste. Les députés britanniques ont rejeté lundi le principe d'un moratoire national proposé par une commission parlementaire. Ils ont, en revanche, adopté des amendements déposés par le Parti travailliste pour encadrer plus sévèrement les forages, qui seront totalement interdits dans les parcs nationaux et les zones protégées.

Une priorité économique du gouvernement

Le gouvernement du Premier ministre conservateur David Cameron a, pour sa part, clairement fait du développement de cette énergie, potentiellement bon marché et abondante, une priorité économique, alors que les champs pétroliers de la mer du Nord sont en déclin.

«Ce pays qui a été le premier à extraire du pétrole et du gaz en eaux profondes ne devrait pas tourner le dos aux nouvelles sources d'énergie comme le gaz de schiste juste parce que c'est trop difficile», a fait valoir le ministre des Finances George Osborne.

Le gouvernement s'appuie sur l'exemple des Etats-Unis, où la révolution du gaz de schiste a assuré le redémarrage de l'économie et où le président Barack Obama vient de déclarer que la page de la crise est désormais tournée. Mais la chute des cours du pétrole conventionnel depuis des mois menace désormais ce miracle. Le gaz de schiste, plus cher à extraire, n'offre en effet plus d'avantage compétitif.

Le niveau des réserves britanniques est en outre incertain. Les scientifiques du Bureau d'études géologiques britannique (BGS) estiment qu'elles sont «abondantes» mais ne savent pas combien pourrait en être récupéré.

Malgré les inconnues, plusieurs puits exploratoires ont été forés dans le pays ces dernières années même s'il n'y a pas encore de production.

Cuadrilla avait dû interrompre en 2011 des forages dans le nord-est de l'Angleterre après l'enregistrement de légères secousses telluriques. Le gouvernement lui avait ensuite donné l'autorisation de reprendre les forages exploratoires mais en renforçant les contrôles.

Ineos, un groupe de chimie basé en Suisse, avait annoncé l'an dernier vouloir investir un milliard de dollars dans l'exploration, avec l'ambition de devenir le plus important acteur du secteur dans le pays.

Alors que la fracturation hydraulique reste interdite en France, les géants français Total et GDF Suez ont également pris des participations dans des licences d'exploration au Royaume-Uni.

ÉLECTIONS AU NIGERIA

Le président Jonathan tente de séduire le sud pétrolier

Le président nigérian Goodluck Jonathan, candidat à sa réélection le 14 février, a poursuivi hier sa campagne dans le sud du Nigeria, région où se concentre la production pétrolière et qui est devenue un fief de l'opposition.

Le chef de l'Etat, un chrétien du sud qui brigue un second mandat de quatre ans, donne un meeting dans le «hub» pétrolier de Port-Harcourt, la capitale de l'Etat de Rivers, dont le gouverneur, Rotimi Amaechi, un ancien allié du Parti démocratique du peuple (PDP, au pouvoir), a rejoint le Congrès progressiste (APC, opposition) fin 2013.

Depuis lors, cet Etat n'a cessé d'être le théâtre d'affrontements entre les militants des deux principaux partis nigérians.

Et les tensions se font encore plus palpables à l'approche de la présidentielle du 14 février, qui verra s'affronter principalement le Président sortant et le candidat de l'APC, le nordiste musulman Muhammadu Buhari. Les législatives sont prévues le même jour, et les élections des gouverneurs des 36 Etats de la fédération le 28 février.

Dimanche dernier, des hommes armés ont mené un attentat à la bombe là où devait se tenir un meeting de l'APC, en périphérie de Port-Harcourt. L'incident n'a pas fait de victimes, et n'a pas été revendiqué.

«Mission de reconquête»

Le PDP est «investi d'une mission de reconquête d'un territoire qui lui a été volé par l'APC», a déclaré le porte-parole du parti au pouvoir à Port Harcourt, Emmanuel Oka, à l'AFP. «En plus de conserver la présidence (du Nigeria) le PDP va aussi reprendre le poste de gouverneur de l'Etat de Rivers à ses usurpateurs» a-t-il assuré. «L'Etat de Rivers, et sa capitale Port-Harcourt, sont stratégiques, parce que c'est là que sont concentrées les activités pétrolières et gazières», revenu principal de la première puissance économique d'Afrique, rappelle le président de l'APC pour cet Etat, Davies Ibiamu Ikanya.

Plusieurs milliers de personnes étaient rassemblés à la mi-journée dans le stade de 40.000 places où M. Jonathan devait faire son entrée, entouré d'un très important dispositif de sécurité. Avec la montée en puissance de l'APC, à la veille d'un scrutin annoncé comme le plus serré depuis le retour à la démocratie au Nigeria en 1999, Port-Harcourt est l'un des grands centres urbains qui pourraient peser dans la balance. Pour le commentateur politique Chris Ngwodo, la reconquête de l'Etat de Rivers est essentielle à M. Jonathan s'il veut s'assurer d'être réélu. L'APC «contrôle déjà Lagos et Kano», les deux plus grandes villes du Nigeria, l'une au sud, l'autre au nord, rappelle M. Ngwodo. La perte de l'électorat de l'Etat de Rivers «aurait des conséquences désastreuses pour le PDP», estime-t-il.

Jonathan, l'enfant du pays

«Le Président Jonathan a remporté une très large victoire dans cet Etat en 2011, mais il a perdu ce soutien, à cause de son mauvais bilan. Les gens réclament du changement et l'APC est prêt à le leur apporter», a déclaré à l'AFP Ibiamu Ikanya, le président de ce parti dans cette région.

M. Jonathan peut en tout cas compter sur le soutien inconditionnel de sa ville natale d'Otuoke, dans l'Etat voisin de Bayelsa. Sur l'unique route qui traverse cette petite bourgade de pêcheurs et d'agriculteurs, un poster géant a été installé en faveur du Président sortant, le premier chef de l'Etat nigérian à être issu de l'ethnie Ijaw.

«Notre fils a bien travaillé. Son bilan parle pour lui», estime Osain francis Ogbuoni, un militant de 30 ans.

«Nous allons rassembler tout le Delta du Niger autour de lui. Il nous a ramené le développement et le progrès» poursuit-il.

Si dans le reste du Nigeria, de nombreux détracteurs critiquent M. Jonathan pour ne pas avoir assez investi dans les infrastructures, dans un pays où les coupures d'électricité sont incessantes et peu ont accès à l'eau courante, les habitants de la petite ville d'Otuoke peuvent aujourd'hui se réjouir d'être dotés d'une université et d'un hôpital.

SYRIE

Kobané sous le contrôle des forces kurdes mais largement détruite

Bâtiments éventrés, rues désertes jonchées de débris : la ville syrienne de Kobané, entièrement contrôlée depuis deux jours par les forces kurdes, a été largement détruite par les quatre mois de combats acharnés qui les ont opposées aux djihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Les dégâts subis par Kobané, devenue le symbole d'une guerre civile qui a fait près de 200.000 morts depuis 2011, sont spectaculaires, ont constaté des journalistes de l'AFP qui ont pu entrer dans la ville.

Les combattants des Unités de protection du peuple (YPG), la milice du principal parti kurde de Syrie, règnent en maîtres sur des rues abandonnées par la plupart de leurs habitants. Seuls quelques rares civils ont été aperçus dans des rues de la partie occidentale de la ville, moins touchée par les affrontements.

A plusieurs carrefours, des groupes de miliciens en tenues mi-militaires, mi-civiles, ont salué la présence des journalistes par des rafales de kalachnikov tirées dans le ciel et en faisant le «V» de la victoire. Dans certaines rues, des obus de mortiers non explosés gisent encore au milieu des gravats et de quelques véhicules criblés de balles abandonnés, témoins de la violence des affrontements.

Le calme régnait dans l'ensemble de la ville, alors que les opérations militaires se poursuivaient dans les villages environnants.

Les avions de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis continuaient hier de survoler la ville à l'affût de cibles djihadistes. De mardi jusqu'à mercredi matin, 13 frappes ont permis d'y détruire douze véhicules, a annoncé le Pentagone.

Malgré la fin de la bataille, la frontière entre la Turquie et la Syrie restait hermétiquement fermée hier par des gendarmes et des soldats turcs, empêchant les réfugiés de revenir à Kobané et dans ses environs. L'offensive djihadiste lancée mi-septembre dans la région de Kobané a poussé quelque 200.000 Syriens, pour l'essentiel kurdes, à trouver refuge en Turquie.

«Nous ne laissons rentrer aucun réfugié jusqu'à nouvel ordre», a indiqué à l'AFP un responsable de l'agence gouvernementale turque en charge des situations d'urgence (Afad) s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

Discussions à Moscou

Les autorités turques ont déployé d'importants effectifs de gendarmes et de soldats autour du poste-frontière de Mursitpinar, à quelques kilomètres de la ville de Suruç (sud), afin de prévenir toute traversée.

Mardi, ces forces ont eu recours aux gaz lacrymogènes et aux canons à eau pour repousser des groupes de personnes qui s'approchaient de la frontière. Deux jours après la fin des combats dans Kobané, des opposants syriens et des émissaires du président Bachar al-Assad se sont, par ailleurs, retrouvés mercredi à Moscou pour tenter de renouer le dialogue, rompu depuis l'échec des discussions dites de Genève II en février 2014.

Les ambitions de ces discussions restent très modestes compte tenu de l'absence de la Coalition nationale de l'opposition syrienne, considérée par la communauté internationale comme la principale force d'opposition au régime de Damas.

La Coalition a exclu toute participation, estimant que les discussions devraient avoir lieu sous l'égide de l'ONU en pays «neutre», et non en Russie, soutien indéfectible de Damas.

«Personne n'a l'illusion que quelques jours de discussion vont résoudre tous les problèmes, mais il faut lancer les choses rapidement», a lui-même concédé l'hôte de la réunion, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, évoquant des «concessions inévitables dans la recherche d'un compromis». Ces pourparlers, dans une résidence de la diplomatie russe, impliquent 32 membres de différents groupes de l'opposition tolérée par Damas et six membres d'une délégation officielle menée par l'ambassadeur de Syrie à l'ONU, Bachar Jaafari.

A Amman, le gouvernement jordanien a affirmé mercredi qu'il était prêt à libérer une jihadiste irakienne emprisonnée dans le royaume en échange de la libération de son pilote retenu en otage par le groupe Etat islamique (EI), selon la télévision d'Etat.

Dans une vidéo diffusée mardi, le groupe jihadiste EI a réclamé la libération sous 24 heures d'une jihadiste irakienne, Sajida al-Rishawi, emprisonnée en Jordanie, à défaut de quoi, il menace d'exécuter le pilote jordanien Maaz al-Kassasbeh et l'otage Japonais Kenji Goto. Cet ultimatum expirerait à 14h00 GMT selon Tokyo.

«La Jordanie est tout à fait prête à libérer la prisonnière Sajida Al-Rishawi à condition que le pilote jordanien soit libéré sain et sauf», a déclaré le porte-parole du gouvernement Mohammad Al-Momeni, cité par la télévision.